

un certain nombre d'industries. Comme il est signalé dans les extraits du rapport du comité des finances des États-Unis et pour illustrer ce point, voici quelques extraits du rapport que le gouverneur de la Banque du Canada a présenté au ministre des Finances pour l'année 1957. En première page, je relève le passage suivant:

Le grand essor économique qui avait caractérisé l'année 1956 se prolongea tout au cours du premier semestre de 1957.

Et plus loin, à la même page;

Les investissements de cette nature avaient déjà augmenté de façon sensationnelle en 1956 et les projets d'investissements pour 1957 laissaient prévoir un total de dépenses de 8 p. 100 supérieur aux chiffres records de l'année précédente.

A la page 6, je trouve un autre passage que voici:

En dépit de ces quelques signes de ralentissement en certains secteurs, le total des projets d'investissements continuait de s'élever et, vers le milieu de l'année, un relevé des projets, publié en juillet par le ministère du Commerce, révéla que les entreprises avaient élargi leur programme d'investissements pour 1957 d'un autre 3 p. 100 durant les six mois précédents.

Le total des déboursés d'investissements (privés et publics) atteignit presque 30 p. 100 de la production totale au cours du deuxième trimestre de 1957. A en juger d'après les normes internationales, cette proportion, supérieure de 50 p. 100 à celle des États-Unis, était exceptionnellement élevée.

Cette proportion n'a en effet été surpassée par aucun autre pays au monde. Je poursuis:

L'emploi, nous l'avons mentionné, continua de s'accroître au même rythme qu'en 1956 jusqu'en octobre.

Et plus loin, à la page 7:

Ainsi, le relâchement des marchés mondiaux eut pour effet principal de précipiter le déclin des investissements dans les industries d'exploitation des ressources.

La situation économique actuelle exige une évaluation saine et réaliste de ces causes sous-jacentes et, par-dessus tout, des mesures rapides et audacieuses. Maintenant que le gouvernement a une majorité écrasante à la Chambre, le peuple canadien attend de lui qu'il consacre moins de temps à la politique et plus de temps à la solution de nos problèmes urgents. Il s'attend également à ce que le gouvernement travaille plus étroitement avec ses conseillers et recherche sincèrement les conseils de ses experts avant d'adopter définitivement son programme d'action.

La démission récente de hauts fonctionnaires et les attaques de certains ministres contre le gouverneur de la Banque du Canada nous ont inquiétés. On reconnaît généralement que notre service public est parmi les meilleurs au monde. Cependant, le gouvernement ne devrait pas oublier qu'il a fallu plus de vingt ans pour mettre sur pied ce service et que la méfiance et le ressentiment pourraient rapidement détruire l'utilité de cette institution si essentielle à un gouvernement efficace.

[L'hon. M. Chevrier.]

L'hon. M. Macdonnell: L'honorable député croit-il que le service civil a été établi en 1935?

L'hon. M. Chevrier: Ce n'est pas ce que j'ai dit; si l'honorable député m'avait écouté, il aurait pu se dispenser de cette interruption. J'ai dit qu'il a fallu plus de vingt ans pour donner au service civil son efficacité actuelle et que les ministres de la Couronne ne devraient pas attaquer les fonctionnaires, comme certains l'ont fait il n'y a pas très longtemps.

Un mot maintenant à propos du commerce. Je regrette que le premier ministre ait quitté la Chambre. Lorsqu'il est revenu du Royaume-Uni en juillet dernier, il s'est rendu immédiatement à la salle des journalistes et il aurait dit, à une conférence de presse à Ottawa, qu'il entendait détourner vers le Royaume-Uni 15 p. 100 de nos achats aux États-Unis. Le 8 juillet, la *Presse canadienne* publiait la déclaration suivante au sujet du premier ministre:

Il voudrait qu'environ 15 p. 100 des importations canadiennes des États-Unis soient détournées vers la Grande-Bretagne afin de fournir à ce pays plus de dollars pour acheter des produits canadiens. Il est d'avis que cela ne nuirait pas au commerce entre le Canada et les États-Unis.

Ensuite, une mission commerciale a été envoyée au Royaume-Uni à cette fin et, le 22 novembre, l'*Ottawa Journal*, commentant une nouvelle de la *Presse canadienne* sur les souhaits exprimés par le premier ministre au départ de cette mission britannique pour la Grande-Bretagne, déclarait ceci:

Le but de la mission est de chercher à traduire en actes, dans la mesure du possible, la proposition faite par M. Diefenbaker au mois de juillet dernier aux termes de laquelle le Canada devrait réorienter vers la Grande-Bretagne 15 p. 100 des achats qu'il fait aux États-Unis.

La *Gazette* de Montréal, du même jour, rapporte en outre:

Le premier ministre Diefenbaker déclarait hier qu'il ne doute pas que la mission commerciale du Canada au Royaume-Uni atteindrait effectivement son objectif, qui est de réorienter vers la Grande-Bretagne 15 p. 100 des achats canadiens aux États-Unis, épargnant ainsi à notre pays un péril économique possible.

La mission est donc partie et quelques mois plus tard a présenté un rapport, qui traitait non pas du montant des achats qu'on était parvenu à réorienter, mais de diverses autres questions. Dans l'intervalle, le 4 février, le *Board of Trade* de Montréal organisait un forum où il convoquait sept des membres de cette mission pour leur demander de communiquer aux personnes assemblées les impressions de leur voyage au Royaume-Uni. Tous ont déclaré qu'ils avaient fait un voyage très réussi, qu'ils avaient été fort bien reçus et qu'ils avaient eu là-bas des prises de contact excellentes qui ne manqueraient pas d'apporter des avantages tant au Canada qu'au Royaume-Uni. Mais personne n'a pu